Université de Sfax Ecole Supérieure de Commerce de Sfax Sfax Année universitaire : 2010-2011

Fiscalité approfondie : Corrigé série de révision n° 1 (IRPP)

Auditoire : 1^{ère} année Mastère Enseignante : Soulef DAMMAK ACHICH Professionnel de Techniques Comptables, Fiscales et Financières

Exercice n° 1

1. Les régimes d'imposition applicables pour les revenus provenant de l'activité d'avocat au titre de N :

Revenus provenant de l'activité d'avocat → BNC (assujetti à la TVA au taux de 12%)

* Régime du forfait d'assiette

* Régime réel

Revenu imposable = produits imposables H.TVA – charges déductibles H.TVA

$$= \frac{168.000}{1,12} - \frac{4.480}{1,12} - 5.400$$
$$= 150.000 - 4.000 - 5.400$$
$$= 140.600D.$$

Pas de RAS car les clients de l'avocat sont des particuliers.

- → Le régime du forfait d'assiette est plus favorable.
- 2. le revenu net global:
- * **BNC**: 114.464D
- * Intérêts encaissés le 15/01/N relatifs à l'année N-1

Le montant déposé au compte courant associés = $100.000 < 300.000 \times 50\% = 150.000$ (la somme déposée ne dépasse pas 50% du capital social)

RCM: $100.000 \times 8\% = 8.000 D$

RVM: Intérêts excédentaires : 100.000 (13% - 8%) = 5.000 D

Retenue à la source au taux de 20% : 8000 x 20% = 1.600 D

* Jetons de présence (encaissés en juin N)

RVM: Montant brut:
$$\frac{8.500}{0.80} = 10.625$$
; RAS = $10.000 \times 20\% = 2.125$

Les dividendes constituent un RVM, ils sont exonérés avec obligation de déclaration.

* Intérêts encaissés le 01/08/N au titre de comptes épargne ouvert auprès de la CENT

800/0.8= 1.000 D

Retenue à la source au taux de 20% : 1000*0.2=200 D

RGN:

BNC: 114.464D

RVM: 15625 D (5.000+10625)

RCM: 9.000 D (8.000+1.000)

RGN 139.089 D

3.RGNI

Déductions communes

- Chef de famille 150

- Enfants à charge : 1^{er} enfant 0

2eme enfant 600

3eme enfant 60

4eme enfant 45

5eme enfant 1000

- Assurance vie

Limite: 1200+600+300*4= 3000

Prime payée 3000

A déduire 3000

Franchise 1000 (relative aux intérêts au titre de comptes épargne ouvert

auprès de la CENT

Total DC 5855

RGNI = 139.089-5.855= 133.234 D

4. Liquider l'impôt

Jusqu'à : 50.000D → 13.025D

 $35\% \times (133.234 - 50.000) = 29.131.9 D$

IRPP dû au titre de N : 42.156, 9D

Acomptes provisionnels au titre de N-1 payés en N

RGN (N-1): 120.000 BNC + 20.000RVM+ 40.000RCM = 180.000

Déductions communes :

- Chef de famille 150

- Enfants à charge : 1^{er} enfant 300

2eme enfant 300

3eme enfant 60

4eme enfant 45

5eme enfant 750

- Assurance vie

Limite: 1200+600+300*5= 3300

Prime payée 3000

A déduire 3000

Total DC 4.605

RGNI = 180.000 - 4.605 = 175.395

IRPP dû: 56.913,250D

Fraction BNC/RGN = 120000/180000= 2/3 =66,66%

AP = 56.913,250*0.9*0.6666=34.144,535

Chaque AP = 34.144,535/3 = 11.381,512D

Liquider IRPP

- Retenue à la source sur intérêts compte courant associés 1.600 (encaissés le 15/01/N) imputée sur première tranche d'AP
- Retenue à la source sur Jetons de présence : 2.125D (encaissés en juin N) imputée sur deuxième tranche d'AP

Retenue à la source sur intérêts encaissés le 01/08/N au titre de comptes épargne ouvert auprès de la CENT : 200 D imputée sur troisième tranche d'AP

AP effectivement payés 1 tranche = 11.381,512 - 1.600 = 9.781,512

AP effectivement payés 2 tranche = 11.381,512 - 2.125 = 9.256,512

AP effectivement payés 3 tranche = 11.381,512 - 200 = 11.181,512

IRPP à payer = IRPP dû – total AP effectivement payés

IRPP à payer = 42.156, 9D - 30.219, 536D = 11.937, 364

Exercice n° 2

1. Le mode d'imposition du revenu provenant de l'activité de médecin (régime réel ou forfait d'assiette) :

Activité de médecin ⇒ **BNC**

- Forfait d'assiste

Assiste imposable =70% Recette TTC=70%*265.000=185.500D.

- Régime réel

Assiste imposable = produit imposable HT- charges déductibles HT

$$= \frac{265.000}{1.06} - 20.000 = 230.000D D.$$

Conclusion: Le forfait d'assiste est plus avantageux.

2. Le régime fiscal des dividendes :

Les dividendes (RVM) sont exonérés mais ils doivent être déclarés.

- **3.** Le revenu net global imposable de M. Sami.
- * **BNC**: 185.500D D.

* **RVM**:

Jeton de présence

Montant brut =
$$\frac{8500}{0.8}$$
 = 10.625*D*; RAS = 10.000 x 20% = 2.125D

* RF

- Régime du forfait partiel d'assiette :

Recettes TTC	280.000
30% recettes TTC	(84.000)
frais d'entretien et de rép.	(7.000)
TIB	(4.200)
Revenue net imposable	184.800

- Régime réel :

Revenu net imposable : produits H.TVA – charges H.TVA = 280.000 - 60.000 = 220.000D.

Le régime du forfait d'assiette est plus avantageux.

Revenu global net =
$$BNC + RVM + RF$$

= $185.500 + 10.625 + 184.800 = 380.925D$.

Déductions communes :

Chef de famille 150

Un enfant à charge 90

Pension alimentaire 3000 (250 x 12)

 Σ des déductions communes 3240

Revenu net imposable 380.925 – 3.240=377.685D.

4. L'impôt dû:

 $0 \rightarrow 50.000 \rightarrow 13.025$

> 50.000 → 114.689,750

Impôt dû 127.714,750

5. Option pour le dépôt de déclaration

* Déclaration commune :

Revenu imposable = RGN (Sami) + RGN (fils) – déduction commune

=380.925+5000-3240

= 382.685D

 $0 \rightarrow 50.000 \rightarrow 13.025$

> 50.000 → 116.439,750

impôt dû 129.464,750

* Déclaration séparée

- Déclaration de M. Sami

Revenu net global 380.925

Déduction communes :

Chef de famille (150)

Enfant à charge (0)

Pension alimentaire (3000)

Revenu net imposable 377.775

 $0 \rightarrow 50.000$ 13.025

> 50.000 __114.721,250

Impôt dû par Sami 127.746,250

- Déclaration du fils :

Revenu net imposable = 5000

 $0 \rightarrow 1500 \rightarrow 0$

$$1500 \rightarrow 5000 = 525$$

Impôt dû par le fils 525

Impôt total = 127.746,250 + 525 = 128.271,250D

Conclusion : la déclaration séparée est plus avantageuse.

Exercice n° 3

1. Détermination du revenu net global imposable

* Forfait d'assiette

Recettes TTC =
$$\frac{\text{Recettes nettes de RAS}}{1 - \text{taux RAS}} = \frac{157.080}{1 - 0.15} = 184.800$$

Rétrocessions d'honoraires

(16.800)

Total recettes brutes

168.000

Assiette imposable

 $: 168.000 \times 70\% = 117.600D.$

* Régime réel :

Assiette imposable : Produits imposables HTVA – charges déductibles H.TVA

Produits HTVA =
$$\frac{\text{Produits TTC}}{1 + \text{Taux TVA}} = \frac{184.800}{1,12} = 165.000$$

* Les charges déductibles fiscalement H.TVA

Honoraires rétrocédés	$\frac{16.800}{1,12} = 15.000$
Achats fournitures	2.000
Cotisation sociale	600
Dotation aux amortissements	5.000
Salaires (28.000 – 15.000)	13.000 (le salaire de l'exploitant n'est pas
	déductible)

Assiette imposable : 165.000 - 39.500 = 125.500

Rq: Pour le forfait d'assiette, les dons sont déductibles du Revenu Global.

RAS (honoraires) = $184.800 \times 15\% = 27.720$

Conclusion : le régime du forfait d'assiette est plus favorable → BNC = 117.600

* RF:

→ location à des sociétés (à titre professionnel) → TVA 18 % : le bailleur est assujetti à la TVA au titre d'une autre activité

RAS 15 % location à une PM

Loyers TTC = $5 \times 450 \times 12 \times 1{,}18 = 31.860D$.

Rq: Le montant du loyer est avant RAS, hors TVA.

→ Location à des particuliers

exonéré de TVA : habitation non meublée

pour usage d'habitation non meublée

pas de RAS : location faites à des PP (non soumises au régime réel)

Loyer: $230 \times 3 \times 12 = 8.280$

Recettes TTC = 31.860 + 8.280 = 40.140D

* Régime du forfait d'assiette

* Régime réel :

Assiette imposable = produits H.TVA – charges H.TVA
=
$$[450 \times 12 \times 5 + 8.280] - 6.000$$

= $29.280D$.

Conclusion : Le régime du forfait d'assiette est plus favorable \rightarrow RF = 23.648

Ras (mensuelle) = $450 \times 5 \times 1,18 \times 15\% = 2.655 \times 15\% = 398,250$

RAS des mois de Janvier, Février, Mars, Avril et Mai de l'année N sont imputables sur la première tranche d'acomptes provisionnels de l'année N (délai le 25/06/N), RAS = 398,250 x 5 = 1.991,250D.

RAS du mois de juin, juillet, août imputables sur la deuxième tranche des AP le (25/09/N) 398,250 x 3 = 1.194,750

RAS des mois, septembre, octobre, novembre imputable sur le troisième tranche des AP le (25/12/N) 265,5 x 3 = 1.194,750

RAS du mois de décembre imputable le 25/5/N+1 sur l'IR (N).

RVM

- Dividendes exonérés avec obligation de déclaration.
- Jetons de présence encaissés le 20/06/N

Montant brut :
$$\frac{2.000}{0.80}$$
 = 2.500; RAS = 2500 x 20 % = 500, imputable sur la première

tranche de l'AP du 25/06/N.

* RCM

Le fait générateur de l'IR sur les intérêts est l'encaissement d'où on ne tient compte que des intérêts encaissés le 15/01/N :

Montant brut:
$$\frac{2.000}{0.8} = 2.500$$
 ; RAS = 2.500 x 20 % = 500

Imputé sur la première tranche de l'AP du 25/06/N.

* Revenu provenant de la participation dans une SNC → BIC

	SNC	Ali 20 %	Les autres associés
Bénéfice comptable	40.000	8.000	32.000
* Réintégrations :			
- Pénalités de retard	1.800	360	1.440
-Amortissement voiture			
de tourisme : (8 CV < 9	-	-	-
CV): RAS			
- Intérêts accordés			-
6.000D x 10% x 10/12	500	500	
Bénéfice fiscal	42.300	8.860	33.440

Montant de l'avance (Mr. Ali) : $8.860 \times 25\% = 2.215$ imputable le 25/05/N+1

L'appartement est non affecté au bilan de Mr Ali → on applique l'impôt sur la plus value immobilière suite à sa cession.

Mais la cession est faite à son fils (un descendant) → elle est exonérée de l'impôt sur la plus value immobilière.

* Déductions communes :

Chef de famille (150)

Premier enfant 0 son âge est supérieur à 25 ans au 01/01/N+1

Deuxième enfant (1000) handicapé

 $3^{\text{ème}}$ et $4^{\text{ème}}$ enfant (75 + 60)

Dons accordés 21-21 (1.500) déduite car c'est un forfait d'assiette si R.R on diminue

le don dans les charges

1500 franchise des intérêts obligataires

Somme DC 4.285

RGNI = 155.108 - 4.285 = 150.823D.

2. Liquidation de l'IR

$$0 \rightarrow 50.000 \times 26,05 = 13.025$$

 $(150.823 - 50.000) \times 35\% = 35.288,05$

IR dû (N) : 48.313,05

* Le 25/06/N

$$AP \frac{11.400}{3} = 3.800$$

RAS / RF (1991,250)

RAS / Jetons de présence (500) (20/06/N)

RAS / Intérêts (500) (15/01/N)

AP à payer 808,750

* Le 25/09/N

AP 3.800

RAS/ RF (1194,750)

AP à payer 2.605,250

* Le 25/12/N

AP: 3.800

RAS/ RF (1194,750)

AP à payer 2.605,250

IR $d\hat{u}$ (N) = 48.313,05

AP effectivement payés : $3.003.5 \times 2 + 3.159.5 = (6.019.250) (808.750 + 2.605.250 + 2.605.250)$

Avance (SNC) = (2.215)

RAS / RF (398,250)

RAS/ honoraires (27.720)

Impôt à payer 11.960,55

- 3. Date de déclaration : le 25/05/N+1.
- 4. Les modalités de paiement :
- Soit au comptant
- Soit en deux tranches d'égales montant (s'il applique le régime réel et il dépose sa déclaration dans les délais) réparties comme suit :
- \rightarrow la 1^{ère} tranche le 25/05/N+1
- \rightarrow la 2^{ème} tranche avant la fin du mois de septembre N+1.

(avant la fin du 4^{ème} mois qui suit la date limite du dépôt de la déclaration)

5. Les acomptes provisionnels à payer en N+1

Fraction du revenu du BNC en pourcentage du revenu global :

$$\frac{117.600}{155.108} = 75,81\%$$
AP (2005) = impôt dû x 90% x 75,81%
$$= 48.313,05x 90\% x 75,81\%$$

$$= 32.963,511D.$$

 $\mathbf{Rq}:$ Revenu provenant de la participation dans la SNC \rightarrow BIC réel ne donne pas lieu aux acomptes provisionnels.

Exercice n° 4

1) Le risque pour Monsieur A:

Le compte courant débiteur est réputé fiscalement une distribution soumise à l'impôt sur le revenu entre les mains de monsieur A.

Il s'agit d'une présomption simple admettant la preuve contraire. Cette preuve contraire est établie si :

- a) Le prêt a été conclu par un contrat dûment établi, préalablement à l'opération de remise des fonds moyennant un taux d'intérêt normal et avec fixation des conditions précises de remboursement.
- b) Le compte courant débiteur a fait l'objet d'un remboursement avant l'intervention des services de contrôle.
- 2) Afin de pallier à ce risque, Monsieur A doit rembourser le compte courant avant intervention des services de contrôle.

- 3) En cas d'imposition entre les mains de Monsieur A, tout montant remboursé à la société après que l'imposition ait eu lieu rend le montant de l'impôt correspondant à la fraction des impositions auxquelles leur attribution avait donnée lieu imputable sur l'impôt dû au titre de l'année du remboursement ou des années suivantes.
- **4**) A compter du 1er janvier 2004, tout compte courant associé débiteur enregistré dans les comptes d'une personne morale soumise à l'IS est réputé productif d'intérêt imposable au taux de 8% l'an, que ledit intérêt soit facturé ou non à l'associé personne physique ou personne morale bénéficiaire.

Exercice n° 5

1. Le mode d'imposition du revenu provenant de l'exploitation du laboratoire d'analyse médicale (régime réel ou forfait d'assiette) :

Activité laboratoire d'analyse médicale : BNC.

- * Forfait d'assiste : Assiste imposable :70% (318.000)=222.600
- * Régime réel : Assiette imposable : produits H.TVA imposables Charges H.TVA déductibles

Produits H.TVA=
$$\frac{318.000}{1.06}$$
 = 300.000

Les charges déductibles :

- Salaires et charges sociales des employés sont liés à l'exploitation → charge déductible.
- Salaire de l'exploitant individuel → charge non déductible.

D'où les charges déductibles : 32.000 -18.000=14.000D.

- Frais de voyage sont liés à l'exploitation \rightarrow sont déductibles sauf la taxe de voyage qui n'est pas déductible : charges à déduire : 2000 60 = 1940.
- Vignette de la voiture de tourisme utilisée pour un usage personnel → non déductible même si la puissance fiscale est inférieure à 9 chevaux.
- Dotations aux amortissements :
- * Matériel 3000 → déductible
- * MMB 1500 → déductible

(hypothèse: dotation fiscale= dotation comptable).

- * Voiture de tourisme (usage personnel) non déductible (hypothèse : dotation fiscale = dotation comptable).
- Dons accordés à une association des handicapés→ déductibles dans la limite de 2% CATTC.

Limite déductibles : $2\% \times 318.000 = 636 > 600$.

D'où 600 → charge déductible.

- Achats de fournitures liés à l'exploitation 20.000 → charge déductible.

 Σ des charges déductibles : 14.000 + 1.940 + 3.000 + 1.500 + 600 + 20.000 = 41.040.

Revenu imposable =300.000 - 41.040=258960 >222.600

Conclusion : le régime du forfait d'assiste est plus favorable d'où R.BNC=222.600D.

- 2. Les dividendes représentent un RVM exonéré mais ils doivent être déclarés.
- **3.** Le revenu net global imposable de M. kamel :

BNC: 222.600D.

RVM

- Dividendes : exonérés
- Jetons de présence : imposable sur la base du montant brut avant RAS.

Montant brut
$$\frac{30.000}{0.80} = 37.500$$
 RAS=37.500× 20% =7.500

RCM

Intérêt du compte d'épargne ouvert auprès de la CENT est imposable sur la bas du montant brut avant RAS avec franchise de 1000D.

Montant brut :
$$\frac{2000}{0.8} = 2.500$$
 , RAS=2.500×20%=500.

Montant net imposable:

Revenue global net =222.600+37.500+2500=262.600

Déductions communes :

Chef de famille (150)

Etudient non (600)

Agé de moins de 25 ans au 1/1/2005

2^{ème} et 3^{ème} enfant à charge (75+60)

Parents en charge (150)

Assurance vie

limite = 2.700

Base 1.200

conjoint 600

Enfants à charge (300×3)

2.700D

Prime payée 2.700

A déduire
$$(2.700)$$
Franhise (1.000)
 Σ des déductions communes (4.735)

Revenu Global Net Imposable : 262.600 - 4.735 = 257.865

4. L'impôt sur le revenu des personnes physiques dû au titre des revenus réalisés par M. kamel au cours de l'année N :

Impôt dû
$$0 \rightarrow 50.000 \Rightarrow$$
 13.025
>50.000 \Rightarrow 201.565× 35% $= 72.752,750$
 $= 72.752,750$

5. Impôt/ plus value immobilière suite à la cession de l'appartement

Impôt/ plus value immobilière : Impôt spécifique libératoire de l'IRPP

Période de détention : 13 ans et 9 mois

Coût indexé :
$$20.000 \left[1 + 10\% \left(\frac{165}{12} \right) \right] = 47.500$$

Plus value :
$$\frac{117.000}{0.975} - 47.500 = 72.500$$
 (assiette imposable)

Impôt/ plus value immobilière :
$$72.500 \times 5\%$$
 = 3.625 (la période supérieure à 10 ans)

- RAS =
$$120.000 \times 2.5\% = (3000)$$

Impôt à payer $= 625D$.

6. Le régime fiscal de la cession de l'appartement dans le cas où il serait porté au bilan de l'exploitation du laboratoire d'analyse médicale :

Si l'appartement appartient au bilan de l'activité d'exploitation du laboratoire il devient BNC → pas d'Impôt/value immobilière. Le produit de cession est imposable dans la catégorie BNC (Hors du champ d'application)

Exercice n° 6

Revenus réalisés par Mr Tarek au titre de l'année N :

Net imposable _____ 3.600 D

- Les dividendes de 1500 D sont exonérés d'impôt : ils doivent être néanmoins déclarés parmi les revenus exonérés.

- Les jetons de présence sont imposables dans la catégorie des revenus de valeurs mobilières. Ils ont fait l'objet d'une retenue à la source de 20% soit brut $1.000 \, \mathrm{D} = 800 \, \mathrm{D} \, / \, 0.80$
- Les intérêts des emprunts obligataires souscrits en N-3 sont imposables pour leur montant brut dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers. Ce montant fait l'objet d'une retenue à la source au taux de 20%. Les intérêts des obligations souscrites depuis le 01/01/1992 ouvrent droit à une franchise de 1500 D par an.

1.187,5 D = 950 D / 0,80

- Les intérêts des créances sont imposables dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers. Ils ont fait l'objet d'une RAS au taux de 20% soit un montant brut de $656,250 = 525 \, \mathrm{D} / 0,80 \, \mathrm{D}$.
- Les revenus provenant des SICAV : Les revenus réalisés sur les SICAV par les personnes physiques sont exonérés qu'ils soient sous la forme de dividende ou de plus-value de cession.
- Détermination du bénéfice fiscal BIC.

Éléments et commentaires	A ajouter	A déduire
Bénéfice comptable	27 000 D	
1. Amortissement d'un véhicule de tourisme de	4 000 D	
12 CV : <u>20 000 D</u> = 4 000 D		
5		
2. Vérification amortissement du local :		
Prix acquisition 35 000 D		
Honoraires avocat 700 D		
Honoraires architecte 1 500 D		
Droits d'enregistrement 2 100 D		
Frais de démolition 3 500 D		
Aménagement 10 000 D		
Total 52 800 D		
Taux d'amortissement comptable 5% =>		
Dotation comptable 2 500 D.		
Dotation fiscale : 52.800 D x 10% = 5.280 D		
Taux applicable à partir de 2008 est de 10%		
A déduire $5.280 - 2.500 = 2.780D$		2.780
Subvention d'équipement à rapporter en produits		
: 6 000 D x 10% = 600 D	600	

(Même taux applicable que les équipements)		
l'immeuble est acquis le 7/12/N-2 (à négliger)		
3. Provision pour litige: non déductible à	700 D	
réintégrer		
4. Provision pour créances clients		
La condition de poursuite judiciaire n'étant pas	1 000 D	
remplie, cette provision n'est pas déductible.		
La créance de 90 D pourrait être passée en perte		90 D
déductible en dehors des limites de 50% si		
les 4 conditions sont remplies :		
(1) le total de la créance par client ne dépasse pas		
100 dinars,		
(2) l'entreprise doit cesser d'entretenir des		
relations d'affaires avec le client défaillant,		
(3) l'échéance du recouvrement de la créance		
doit être antérieure à une année,		
(4) l'entreprise doit joindre à la déclaration de		
l'impôt sur les bénéfices de l'exercice de		
déduction un état nominatif des créances		
déduites.		
5. Salaire versé à T (exploitant) : non déductible		
à réintégrer	6 000 D	
6. Les subventions au 26-26 sont déductibles		
Les subventions versées à une association		
d'étudiants sont déductibles dans la limite de		
2%° du CA TTC		
Soit 190.000 D x 2‰ = 380 D donc : à réintégrer	20 D	
7. Pénalités de retard : exclues par la loi	220 D	
TOTAL	39.540 D	2.870 D

Le bénéfice fiscal BIC s'élève à 36.670 D

Détermination du RGN :

Pensions: 3.600D

1.000D RVM: RCM: 1.187,5 D + 656,250 = 1843,750DBIC: 36.670D RGN: 43.113,750D **Déduction communes:** Charges de famille de Tarek: - Chef de famille car il est divorcé et il a la garde des enfants 150 D - Enfants : 1er étudiant non boursier âgé de 24 ans ______ 600 D 2ème âgé de 19 ans ______ 75 D 4ème _____ 45 D 5ème ______ 0 D 1000 D 6ème handicapé Franchise (pour les intérêts relatifs à l'emprunt obligataire) 1.187,5 D Total 3.117,5 D RGNI = RGN - DC = 43.113,750D - 3.117,5D = 39.996,250DExercice n° 7 Détermination du revenu imposable Calcul selon le régime réel : Produits _____ 300.000 D Charges ______ 80.000 D Bénéfice _____ 220.000 D Déductions communes 420 D Base de minimum d'impôt 219.580 D Dégrèvement financier 150.000 D Revenu net 69.580 D Calcul selon le régime du forfait partiel d'assiette : Recettes _____ 300.000 D Abattement 30% _____ 90.000 D Reliquat _____ 210.000 D

Taxe sur les immeubles bâtis 8.000 D

Entretien et réparation 12.000 D
Revenu 190.000 D
Déductions communes 420 D
Base du minimum d'impôt 189.580 D
Dégrèvement financier 150.000 D
Revenu net 39.580 D
Impôt dû selon l'hypothèse la plus favorable : le forfait partiel d'assiette :
Impôt dû:
20.000 D ==> 4.024 D
$19.580 D \times 30\% = 5.874 D$
Total 9.898 D
Minimum d'impôt : (189.580)
50.000 D ==> 13.025 D
$139.580 \times 35\% = \underline{48.853 \text{ D}}$
61.878 D
Minimum d'impôt : 60% x 61.878 D = 37.126,800 D
2) L'impôt à retenir s'élève à 37.126,800 D.
Il doit être payé avant le 25/02/N+1.
Il peut être payé en deux fractions de 50% chacune :
Le 25/02/ N+1: 18.563,400 D.
Le 30/06/ N+1 : 18.563,400 D.
Exercice n° 8
I. Impôt sur le revenu des personnes physiques
Détermination des BNC
1- Choix du réel :
Revenus = (100.000 D + 15.000 D + 1.000 D) 116.000 D
(Dans l'hypothèse où la facturation aux clients des télex, fax et photocopies ne constitue pas
des remboursements de frais).
Charges d'exploitation 11.700 D
Salaires 6.000 D
Charges sociales 1.200 D
Impôts locaux 300 D

Téléphone - Electricité	_ 2.000 D
Intérêts	1.500 D
Timbres d'avocat	700 D

Dotations aux amortissements

Amortissement du matériel de bureau :

A partir du 01/01/2008 le taux d'amortissement est de 20%, avant cette date le taux était de 10%.

Pour N prise en 2009

N-1 \rightarrow 2008, et N-2 \rightarrow 2007 : application du taux de 20%.

En N-3 \rightarrow 2006 : application du taux de 10%.

Dotation aux amortissements (N-3): $15.000 \times 10,5/12 \times 10\% = 1.312,500D$

VCN au 31/12/ N-3 : 15.000 - 1.312,500 = 13.687,500 D répartie sur la période restante soit 4 ans et 1,5 mois ce qui correspond à 49,5 mois.

Dotation aux amortissements (N-2): $13.687,500 \times 12/49,5 = 3.318,182D$

Dotation aux amortissements (N-1): $13.687,500 \times 12/49,5 = 3.318,182D$

Dotation aux amortissements (N): $13.687,500 \times 12/49,5 = 3.318,182D$

Amortissement de la villa acquise le 01/04/N-5:

A partir du 01/01/2008 le taux d'amortissement est de 10%, avant cette date le taux était de 5%.

Pour N prise en 2009

N-1 \rightarrow 2008, et N-2 \rightarrow 2007 : application du taux de 10%.

A partir de N-5 \rightarrow N-3 (2006) : application du taux de 5%.

Dotation aux amortissements (N-5): $(120.000/2) \times 9/12 \times 5\% = 2.250D$

Dotation aux amortissements (N-4): $(120.000/2) \times 5\%$ = 3.000D

Dotation aux amortissements (N-3): $(120.000/2) \times 5\%$ = 3.000D

VCN au 31/12/ N-3 : (120.000/2) - (2.250 + 3.000 + 3.000) = 51.750 D répartie sur la période restante soit 7 ans et 3 mois ce qui correspond à 87 mois.

Dotation aux amortissements (N-2): $51.750 \times 12/87 = 7.137,931D$

Dotation aux amortissements (N-2): $51.750 \times 12/87 = 7.137,931D$

Dotation aux amortissements (N-2): $51.750 \times 12/87 = 7.137,931D$

Agencement de la villa : $1.400 \times 50\% 15\% =$ ______105 D

(taux applicable à partir de 2008 est de 15%)

Total des dotations aux amortissements au titre de N:

3.318,182D + 7.137,931D + 105D = 10.561,113D

Total des charges : $11.700D + 10.561,113D =$	22.261,113D
Revenu imposable	_93.738, 887D
Si on prend en compte le Report déficitaire	- 2.000 D
Bénéfice fiscal =	_ 91.738, 887D
Base de calcul du forfait d'assiette :	
- Recettes honoraires (100.000 x 112%)	112.000 D
- Consultations et refacturation de charges (16.000 x 112%)	17.920 D
+ A ajouter clients au 1et janvier N	4.000 D
- A déduire clients au 31 décembre N	2.000 D
Recettes de l'année N	_ 131.920 D
Abattement 30% =	39.576 D
Base imposable	92.344 D
(Il n'y a pas possibilité d'imputer le déficit)	

Le mode réel est plus avantageux pour notre avocat.

Conclusion: Même si le régime du forfait d'assiette soit plus avantageux que le régime réel, Monsieur H ne peut choisir le régime du forfait d'assiette car il a déjà opté, ayant dégagé un report déficitaire imputable, pour le régime réel. En effet, aux termes du § III de l'article 22 du code de l'IRPP et de l'IS, dans le cas où un BNC a été soumis au titre d'une année donnée à l'IR selon le régime réel, ledit régime demeure définitif et ne peut faire l'objet de renonciation.

2- Autres revenus

Revenus fonciers

- Quote-part dans les résultats de la société civile : $20.000 \, \mathrm{D} \, \mathrm{x} \, 30\% = 6.000 \, \mathrm{D}$ (avance à imputer $1.500 \, \mathrm{D} = 6.000 \, \mathrm{D} \, \mathrm{x} \, 25\%$).
- Location de terrain aménagé et équipé : application du régime du forfait d'assiette $(6.000 \ D + 12.000 \ D) \ x \ 118\% \ x \ 70\% = 14.868 \ D$

Total 20.868 D

(Retenue à la source sur droit d'affichage à une agence de publicité : 15%).

Récapitulation

1) BNC (sans prise en compte du report déficitaire)	93.738, 887D
2) Revenus foncier	20.868 D
Total revenus catégoriels	114.606,887 D
Déduction du report déficitaire	-2000D
RGN:	112.606,887

Déductions communes

1) Pension versée à l'ex-épouse : 500 D x 12 = _ 6.000 D

2) Parent à charges : le revenu des parents =

110 D x 12 + 150 est inférieur au SMIG, il est possible

de déduire 150 D par parent soit ______ 300 D (< à 112.606,887 x 5%) à condition que les deux déclarations des parents à charge et celle de Mr Hamza soient déposées concomitamment.

3) Déduction au titre de la famille 1.255 D

Chef de famille ______ 150 D

1er enfant 0 D

2ème enfant ______ 0 D

3ème enfant ______ 60 D

4ème enfant ______ 45 D

5ème enfant ______ 1000 D

4) Assurance vie (plafonnée à la prime) _____ 2.000 D

Contribuable 1.200 D

Conjoint ______600 D

3 enfants à charge ______900 D

Total des déductions communes _______9.555 D

Net imposable ______ 103.051,887 D

La souscription à la SICAV ne donne droit à aucun avantage fiscal.

II. Impôt sur la plus-value immobilière

- 1) Prix de cession : 200.000 D
- 2) Coût indexé

Acquisition 17/04/N-10: Nombre de jours jusqu'au 30/09/N soit:

$$14 + (8 \times 30) + 9 \times 360 + (9 \times 30) = 14 + 240 + 3240 + 270 = 3764 \text{ j}$$

Indexation =
$$\underline{40.000 \text{ D} \times 10\% \times 3764 \text{ j}} = 41.822 \text{ D}$$

360

Coût d'acquisition indexé: 40.000 + 41.822 = 82.822D

Aménagements réalisés au 31/12/N-9 = 30.000 D

Nombre de jours jusqu'à la date de cession : $(8 \times 360) + (9 \times 30) = 2880 + 270 = 3150 \text{ J}$

Indexation: $30.000 D \times 10\% \times 2790 = 23.250 D$

360

Coût des aménagements indexé : 30.000 D + 23.250 D = 53.250 D

Coût total indexé : 82.822D + 53.250 D = 136.072D

Plus-value imposable = 200.000 D - 136.072D = 63.928D

Impôt sur la plus-value immobilière :

La période de détention est supérieure à 10 ans alors le taux à appliquer est de 5%.

La déclaration doit être déposé au plus tard le 31 décembre N.

III. Impôt sur la plus-value mobilière :

+ Prix de cession de parts sociales de Sarl 50.000 D

- Prix d'acquisition 30.000 D

Plus-value imposable 20.000 D

A déduire : franchise annuelle 10.000 D

Plus-value imposable au taux de 10% 10.000 D

La déclaration de la plus-value mobilière doit être déposée au plus tard le 25 février

N+1.